



Et Le Grand-Sacornex, à proximité de Genève. (D. MATHIAS / G. S. / A. B. / S. / S.)

## Des frontaliers inquiets, mais pas paniqués

« Je travaille en Suisse depuis six ans. Alors bien sûr, je suis choqué par ce référendum. » David Dechartre vit à Ferney-Voltaire (Ain). Tous les jours, il se rend à Genève pour exercer son métier de bibliothécaire dans une institution publique. Le résultat du scrutin ne l'a pas surpris : « Je sens monter les tensions depuis quelques mois, explique-t-il. L'autre jour, une dame m'a même jeté à la figure que si le canton avait autant de problèmes, c'était à cause des gens comme moi, les Français. »

Pour autant, ce frontalier ne pense pas que le texte contre l'immigration de masse changera beaucoup son quotidien, dans la mesure où il est déjà engagé et où son profil est très difficile à trouver en Suisse. De l'autre côté du Léman, Damien Fulbert partage son constat. Employé dans le tourisme en Valais, mais domicilié à Evian, ce jeune père de famille ne pense pas être classé de son poste du jour au lendemain. Selon le texte voté dimanche, le retour des quotas concerne aussi les frontaliers.

« Il faut garder la tête froide : la préférence nationale sera appliquée, mais pour ceux qui sont déjà en place et qui ont de bonnes qualifications, il n'y aura pas de problème, confirme David Talerman, auteur de l'ouvrage *Travailler et vivre en Suisse*. Pour des postes moins qualifiés, ce sera plus difficile. Et même ceux qui ne craignent pas de perdre leur travail risquent d'être mis un peu plus sous pression par leurs employeurs. » Le pays emploie plus de 264 000 frontaliers, dont la moitié vivent en France. M.M. (A LAUSANNE)

## La Confédération risque d'être mise sur la touche

LA LEVÉE des contrôles aux frontières est le prix que les Suisses ont payé pour s'ouvrir les portes d'un marché européen de 500 millions de consommateurs. La votation de dimanche, qui impose des quotas d'immigration d'ici à trois ans, casse l'équilibre et la règle du jeu. De partenaire privilégié, la Confédération risque tout simplement de se retrouver sur la touche, au rang de simple pays tiers, coincé entre ses quatre voisins de l'UE.

Sous le choc, l'Europe institutionnelle montre les crocs. Première à réagir, la Commission Barroso « regrette » la décision des électeurs helvétiques et prévient qu'elle en examinera la répercussion « sur l'ensemble des relations entre l'UE et la Suisse ». Bruxelles refuse par avance de discuter de quotas d'immigration avec Berne. Tout serait alors remis sur la table. Plus directe encore, Viviane Reding explique au *Financial Times* qu'à la différence « du fromage suisse, le grand marché européen ne peut pas avoir de trous ».



VIVIANE REDING  
VICE-PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE  
AU « FINANCIAL TIMES »

À la différence du fromage suisse, le grand marché européen ne peut pas avoir de trous!

« La Confédération européenne ne peut pas avoir de trous! »

### La « clause guillotine »

C'est précisément le principe qui est à l'œuvre dans le paquet de sept accords conclus entre l'UE et la Confédération, et approuvés par les Suisses au référendum de l'an 2000. Il couvre la libre-circulation - remise en cause par le vote de dimanche, tout comme Schengen - mais aussi l'élimination des barrières commerciales, l'accès aux marchés publics, l'agriculture, les transports ou encore la recherche et les bourses Erasmus pour les étudiants. Le tout est

sanctionné par la fameuse « clause guillotine », qui prévoit que si l'un des sept accords est dénoncé, c'est l'ensemble du paquet qui devient caduc.

Le vote anti-immigrants ouvre ainsi une longue période d'incertitude sur les échanges de la nation alpine. L'UE est la destination de plus de la moitié des exportations de la Suisse et la source de 80 % de ses importations. L'industrie et la banque helvétique sont en première ligne, si l'acquis des vingt dernières années était remis en jeu. Les délais permettent de composer. Berne a trois ans pour transposer le référendum dans la loi suisse et Bruxelles aurait encore six mois ensuite pour dénoncer sa signature.

Toute la question est de savoir comment l'UE réagira au bout du compte. Bruxelles, en première ligne, est dans son rôle lorsqu'elle agit la menace d'une stricte application de la « clause guillotine ». Les vingt-huit capitales qui auraient à confirmer l'avis de la Commission à l'unanimité, ont par définition une autre perspective.

La France, par la voix de Laurent Fabius, annonce que l'Europe « va revoir ses relations » avec Berne - mais pas toutes ses relations. Le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, regrette le vote et pronostique « beaucoup d'ennuis » à son voisin du Sud. Mais, qu'il s'agisse de travailleurs frontaliers, de routes trans-européennes, de circuits financiers ou d'énergie, personne n'envisage de gaieté de cœur de voir la Confédération helvétique bientôt mise sur la touche. Le Royaume-Uni, lui, pourrait bien se retrouver en position clef d'ici à 2017 : dans un vote à 28, son droit de veto le mettrait en position de bloquer toute sanction contre la Suisse. ■

I.-J.M. (A BRUXELLES)

## Un vote qui embarrasse la classe politique en France

SOPHIE HUET @sohuet1

Le vote positif des Suisses à une limitation de l'immigration embarrasse les dirigeants politiques français, de droite comme de gauche, alors que Marine Le Pen, elle, a salué « le bon sens helvète ». À quinze semaines des élections européennes du 25 mai, ce référendum, gagné de justesse par le parti UDC (droite populiste), va affecter la politique de libre circulation des personnes entre l'Union européenne et la Suisse.

« C'est une mauvaise nouvelle à la fois pour l'Europe et pour les Suisses, parce que la Suisse réplique sur elle-même, ce va les pénaliser », a estimé Laurent Fabius, lundi matin sur RTL. Le ministre des Affaires étrangères a jugé ce vote « préoccupant et paradoxal, car la Suisse fait 60 % de son commerce extérieur avec l'Union européenne ».

En marge d'un déplacement à Florange (Moselle), le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, a également parlé d'un « signe préoccupant de repli sur soi ». Pour l'hôte de la Place Beauvau, ce vote rend plus difficile « la croissance en Suisse d'abord », mais aussi « la libre circulation des travailleurs en Europe », alors que la Suisse reste dans l'espace Schengen qui garantit cette liberté.

L'opposition française, elle, est en total désaccord avec la gauche puisqu'elle réclame des quotas d'immigration par pays et par métiers. François Fillon, qui trouve « parfaitement naturel » que la Suisse veuille diminuer le nombre d'étrangers sur son sol, y voit un exemple à suivre pour la France et l'Europe. Il s'agirait de « décider chaque année, en fonction de la capacité d'intégration du pays - son économie, les logements disponibles, la capacité d'accueil des services publics, etc. - combien de personnes étrangères on peut accueillir ».

Interrogé sur BFMTV et RMC, l'ancien premier ministre a estimé qu'un débat et un vote au Parlement « changeraient le discours sur l'immigration ». Le président de l'UMP, Jean-François Copé, rappelle que la politique des quotas est

favorable d'une immigration choisie « fait partie du projet politique de l'UMP », accompagnée d'une « politique volontariste de l'intégration et de l'égalité des chances ». Il juge qu'il y a « un vrai problème de réciprocité entre la Suisse et l'UE » et il dénonce la conception de l'intégration prônée par le gouvernement « demandant à la société de s'adapter aux immigrants qui viennent en France ». Pour l'ancienne ministre UMP Valérie Pécresse, la Suisse « n'a pas le droit de dénoncer unilatéralement » la convention de libre circulation et de libre-échange conclue avec l'UE.

Rama Yade (UDI) a estimé sur France 2 que « les Suisses se sont tirés une bulle dans le pied ». Jean-Christophe Lagarde, vice-président du groupe UDI à l'Assemblée, réclame de « revoir l'espace Schen-



« C'est un signe préoccupant de repli sur soi »  
MANUEL VALLS

gen » pour que les travailleurs étrangers non européens ne puissent pas y circuler librement. L'ancien ministre UDI Yves Jégo considère que la meilleure solution serait d'« élaborer une politique européenne collective de l'immigration ».

Thierry Mandon, porte-parole du groupe des députés PS, rappelle que les quotas sont déjà mis en œuvre mais souligne que le problème, « c'est la lutte contre l'immigration clandestine ». Le socialiste Bernard Roman s'inquiète de ce vote « dont se réjouit l'extrême droite française, autrichienne et anglaise ». « Il faut résister à cette tentation de l'enfermement », ajoute le député du Nord.

Marine Le Pen, la présidente du FN, a parié sur l'Europe d'ici. « S'il y avait un référendum en France sur le même sujet, les Français voteraient très largement pour l'arrêt de l'immigration de masse ». Comparant la France à « une maison », elle a lancé : « Il ne s'agit pas de mettre un mur mais d'avoir une porte. Un l'ouvre ou on la ferme selon son intérêt. » ■



Berluti  
Paris  
Boutique depuis 1875